

"Le combat anti-européen des islamistes turcs" dans La Croix (20 octobre 1995)

Légende: Le 20 octobre 1995, le quotidien catholique français La Croix considère que les derniers événements politiques et la montée en puissance de l'islamisme en Turquie risquent d'hypothéquer l'entrée en vigueur, prévue pour le 1er janvier 1996, du traité instituant une union douanière avec la Communauté économique européenne (CEE).

Source: La Croix. 20.10.1995. Paris.

Copyright: (c) La Croix

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_combat_anti_europeen_des_islamistes_turcs"_dans_la_croix_20_octobre_1995-fr-0d9f6585-40d1-4fb9-a7dd-2db5724a3fdf.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Turquie

Le combat anti-européen des islamistes turcs

L'avenir du traité d'union douanière avec l'Union européenne reste incertain

Ömer Bolat réajuste sa cravate, décentrée après les genuflexions de la prière effectuées dans une pièce voisine de son bureau. Diplômé des universités d'Amsterdam et de Kiel (Allemagne), le secrétaire général de l'Association des hommes d'affaires et industriels indépendants (Müsiad) a pignon sur rue à Mecediakoy, quartier des affaires d'Istanbul. Et c'est au nom d'un pragmatisme non dénué de nationalisme et d'islamisme que ce jeune loup de 32 ans prône le rejet du traité d'union douanière signé le 6 mars dernier entre la Turquie et l'Union européenne (UE).

Cet accord, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996, reste soumis à l'approbation du Parlement européen et sera l'objet d'une réunion entre les ministres des affaires étrangères des Quinze et leur homologue turc, le 30 octobre. Envisagée d'abord comme une rencontre de routine, celle-ci a pris un caractère d'urgence du fait de l'instabilité politique en Turquie.

Un islamisme défenseur de l'identité turque

La coalition gouvernementale s'est effondrée le 20 septembre et les difficultés à en former une nouvelle va conduire à des élections législatives anticipées qui auront lieu le 24 décembre prochain, ainsi que vient d'en décider le Parlement turc. Ce qui rend de plus en plus incertain l'amendement de la loi antiterroriste turque, exigé par le Parlement européen comme garantie de l'adhésion de la Turquie aux principes des droits de l'homme.

Ce contexte donne un nouveau souffle aux opposants à l'union douanière. Ceux-ci recrutent principalement au sein de la mouvance islamiste, représentée politiquement par le Refah Partisi. Cette formation qui a conquis en mars 1994 les mairies d'Istanbul et d'Ankara est en tête de tous les sondages.

Prenant le contre-pied du consensus pro-UE, qui fédère l'échiquier politique de l'extrême droite panturquiste à la gauche nationaliste, les islamistes se veulent les hérauts d'une identité musulmane et «ottomane» qui n'aurait que faire de l'Occident. Leur attitude relève rarement d'une brutale hostilité.

Abderrahman Dillipak, un auteur prolifique devenu l'une des principales références de la jeunesse étudiante islamiste, prône ainsi le respect de la «culture européenne» mais il estime que la Turquie relève d'une toute autre tradition. Ce quinquagénaire de forte stature explique que la modernité occidentale a produit les fruits amers d'un matérialisme et d'un individualisme outranciers. L'Europe ne saurait être prise pour modèle. Le conflit en Bosnie a alimenté ce courant isolationniste envers l'UE. De nombreux Turcs, estime un observateur, «se sont identifiés aux Bosniaques et se sont sentis lâchés par l'Europe, parce qu'ils étaient musulmans».

Le refus islamiste de l'accord d'union douanière se nourrit également d'arguments économiques. «Il n'est pas besoin de signer cet accord pour continuer le business avec l'Europe, affirme Ömer Bolat. Regardez l'Iran et l'Arabie Saoudite.» Müsiad, son organisation, compte 2 000 sociétés adhérentes et une vingtaine de bureaux en Turquie. Association professionnelle, elle réalise des enquêtes de prospective, organise des voyages sur des marchés potentiels...

Un accord jugé inégalitaire

La condition première pour être membre de Müsiad «est d'être un vrai croyant en Allah, explique le jeune manager. Par exemple le chef d'entreprise doit ouvrir une salle de prières dans ses locaux... Mais il ne doit pas forcer son personnel à y aller».

Fondée en 1990 par une poignée de jeunes chefs d'entreprise, Müsiad est aujourd'hui un acteur reconnu sur

la scène politico-économique turque. Or, la dernière livraison de son bureau d'études, «L'économie turque en 1995», dresse un réquisitoire sans appel contre le projet d'union douanière.

Fragilité du tissu industriel turc, qu'une libre concurrence avec les entreprises d'Europe occidentale pourrait dévaster; abandon d'une part de souveraineté dans la gestion économique et monétaire du pays sans contrepartie politique puisque l'adhésion entière de la Turquie à l'UE n'est pas à l'ordre du jour; faiblesse du soutien financier de l'UE aux réformes structurelles; handicaps nouveaux posés par l'union douanière dans les relations économiques turques avec ses autres voisins: Russie, Républiques d'Asie centrale, région de la mer Noire, pays arabes.... L'accord est considéré comme profondément inégalitaire, voire néocolonialiste.

Tandis que la chambre de commerce et d'industrie de Turquie considère l'union douanière comme un défi à relever pour hisser l'économie du pays au niveau espagnol, Ömer Bolat dénonce «la perception romantique d'une Turquie européenne» qui aveuglerait l'engagement turc. «L'UE s'engage en fonction de ses stricts intérêts. Le gouvernement turc raisonne en termes émotionnels. Nous nous prononçons en fonction de l'intérêt national», affirme-t-il

La logique des islamistes les conduit à prôner un renversement de l'ordre des priorités économiques. «Tout accord doit parvenir à un équilibre entre les partenaires. Ce n'est pas le cas de celui-ci, résume Numan Kurtulmus, un économiste proche du Refah Partisi. Dès lors, mieux vaut être un pays leader dans sa sphère d'influence régionale qu'un des pays les plus faibles dans le camp occidental.»

Jean-Christophe Ploquin